

37

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

JEAN-LOUIS RULLIERE

Président de la section

RICHARD TOPOL

Rapporteur

Claude Crampes

Gérard De Poumourville

Alain Desreumaux

Rodolphe Dos Santos Ferreira

Jean-Yves Duyck

Patrice Fontaine

Alain Guengant

Sylviane Guillaumont

Jean-Charles Hourcade

Christian Lang

Michel Lubrano

Christian Montet

Michel Quéré

Marie-Thérèse Rapiau

Claire Rigaud-Bully

Catherine Sofer

Remzi Uctum

Paul Zagamé

Rendre compte fidèlement de la conjoncture scientifique d'un champ disciplinaire requiert un travail en profondeur pour rendre justice à toutes les contributions qui en émanent. Cet exercice se révèle complexe lorsque la section du Comité national de la recherche scientifique recouvre deux orientations disciplinaires assez distinctes, comme c'est le cas de la section 37 "Économie et société" avec les sciences économiques et de gestion, d'autant plus que l'objet de ces deux disciplines est souvent pluridisciplinaire et peut se traiter selon des approches méthodologiques très variées allant du descriptif au normatif.

Les exigences de la rédaction du rapport (1) conduisent à définir un ordre de présentation ; or celui-ci bute sur la très grande diversité des champs de connaissance, de leur degré d'élaboration ou de sophistication, et des disciplines de référence. Bien sûr, il est toujours possible d'ordonner les contenus de la gestion et de l'économie selon différents critères :

- En matière de gestion, en concevant cette discipline comme celle qui privilégie l'analyse des organisations, on pourrait dès lors distinguer la nature des ressources mobilisées par les acteurs au sein des organisations, les missions ou fonctions qui leur sont confiées, ou bien encore les processus fondamentaux de fonctionnement des organisations. L'application de tels critères justifie les découpages disciplinaires bien connus qui

caractérisent l'ensemble des sciences de gestion (gestion des ressources humaines, gestion financière, marketing, gestion stratégique, gestion de production, etc.).

- En ce qui concerne l'économie, il suffirait par exemple de considérer des domaines de l'économie appliquée ou sectorielle comme par exemple l'économie de l'éducation, du travail et de la démographie, de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, des ressources épuisables et de l'énergie, du développement, du secteur public et des collectivités publiques, des transports, de l'espace urbain ou régional, de l'organisation industrielle, de l'innovation technologique, des échanges internationaux ou encore de la finance.

Ce type de taxinomie ne ferait finalement que reprendre des index bibliographiques connus en économie et en gestion, et dont la restitution ne resterait que très sommaire sur un nombre aussi limité de pages. Au-delà, cette approche ferait surtout penser à tort que l'on est face à un éclatement disciplinaire où il y aurait, d'un côté, des recherches appliquées sans aucune imprégnation des orientations théoriques générales et, d'un autre côté, des constructions abstraites détachées de toutes références aux contingences du monde économique réel. La démonstration de la réalité de ce double mouvement revient, d'une part, à témoigner de la recherche par l'économiste et le gestionnaire de l'adéquation entre les constructions théoriques et les faits qui marquent nos sociétés contemporaines et, d'autre part, à préciser, sur le plan méthodologique, la portée de travaux qui semblent d'un premier abord éloignés de problèmes économiques et sociaux actuels.

L'adéquation recherchée entre la théorie et les faits peut être illustrée au travers de la comparaison entre économie de marché et économie planifiée. La théorie des incitations a de ce point de vue contribué à renouveler les analyses des économies des pays de l'Europe de l'Est à propos du mécanisme de la transition vers une économie de marché. Dans un autre domaine, pour rendre compte de la persistance du chômage, de nombreuses voies ont été explorées. Sur un autre plan, la prise de conscience du fait que la concurrence entre firmes s'exerce d'abord à travers le choix des pro-

duits ne saurait guère être considérée comme une nouveauté. Ce n'est pourtant que récemment que la différenciation des produits est devenue un élément de base en économie industrielle, mais aussi en économie internationale ou dans les analyses de la croissance.

La théorie économique ne se réduit pas seulement à une fonction d'explicitation : elle a aussi une vocation naturelle à être normative. L'économie de la réglementation, tout en se plaçant au sein du débat entre les partisans de l'interventionnisme public et ceux du laissez faire, apporte des recommandations en termes de tarifications ou de procédures de soumissionnement aux marchés publics dans un environnement fortement marqué par l'ouverture européenne des services publics à la concurrence et la nécessaire prise en compte de l'asymétrie d'information subie par les autorités réglementaires. Dans un tout autre domaine, le renouveau des théories de la croissance, marqué par le caractère endogène du taux de croissance de long terme, a contribué indirectement à restaurer le débat quant à la nécessité d'une politique publique en matière de Recherche & Développement.

Ces quelques exemples témoignent d'une dynamique de la recherche économique au cours des dernières années qui est marquée autant qu'elle infléchit l'évolution des phénomènes réels. Cependant, en se focalisant exclusivement sur ces illustrations, cela conduirait à penser à tort que les relations entre les domaines de la recherche en économie et en gestion coexistent tout en étant cloisonnées. Or il se révèle aisément d'exhiber de nombreux contre-exemples qui, au minimum, montrent combien les relations entre ces disciplines sont à la fois interdépendantes et complexes. C'est pourquoi la première partie s'attache à montrer que l'économie et la gestion dialoguent sur au moins un certain nombre de domaines de recherche, tout en convenant aussi de la spécificité de la gestion. Les deuxième et troisième parties reviennent sur les perspectives ouvertes par le dépassement de la vision du fonctionnement parfait du marché concurrentiel. Il convient d'examiner, d'une part, les conséquences de la prise en compte des interdépendances entre agents considérés comme des acteurs et, d'autre part, les défaillances de marché

comme autant d'hypothèses de travail susceptibles de participer à la compréhension de la dynamique macro-économique. Enfin, la dernière partie montre comment l'ensemble de ces recherches peuvent utilement être soutenues par des méthodologies de validation.

1 - DE LA GESTION : SPÉCIFICITÉ ET REGARD CROISÉS AVEC L'ÉCONOMIE

Les sciences de gestion poursuivent un projet de recherche qui leur est propre et qui explique la spécificité des cadres théoriques et des démarches qu'elles mobilisent. Cela n'empêche pas cependant des points de convergence avec l'économie, dont certains sont devenus plus visibles au cours des dernières années.

1. 1 OBJET DES SCIENCES DE GESTION

L'objet d'étude des sciences de gestion est le fonctionnement ou la conduite des organisations considérées comme groupes sociaux finalisés, qu'il s'agisse des entreprises ou de toute autre forme d'organisation. La finalité poursuivie est d'apporter une contribution non seulement à la connaissance et à la compréhension de ce fonctionnement mais également de proposer des démarches et des outils utiles à la conduite des organisations, en d'autres termes d'apporter une contribution de type aide à la décision et à la maîtrise des organisations. Cette finalité place naturellement au cœur de la problématique des sciences de gestion la question des conditions de l'efficacité des organisations, sachant que la nature de cette efficacité est elle-même source d'interrogations puisqu'elle fait l'objet de représentations ou d'interprétations variées selon, notamment, le type d'organisation, l'horizon temporel et le statut ou le positionnement de l'évaluateur considérés.

Cette définition de l'objet de la recherche en gestion permet d'en montrer la parenté avec les sciences économiques, mais également ce qui la différencie dans ses présupposés théoriques et ses méthodes. Avec l'économie, la recherche en gestion partage le souci de définir les conditions d'allocation et d'utilisation des ressources qui favorisent l'atteinte d'un niveau de performance donné. Le point d'entrée de la recherche en gestion est cependant principalement micro-économique : l'étude du travail de gestion requiert l'ouverture de la boîte noire de l'agent économique, entreprise ou organisation, pour y analyser la façon dont les individus interagissent pour obtenir ce niveau de performance. Dans ce sens, on peut dire que la recherche en gestion contribue à la connaissance des mécanismes de coordination interne entre les agents d'une même organisation. Mais, comme à l'évidence la performance d'une organisation n'est pas indépendante de la façon dont elle interagit avec son environnement, la recherche en gestion s'intéresse également aux modes de coordination externe des organisations, en adoptant l'a priori suivant, fondé sur de nombreux travaux empiriques : l'environnement d'une organisation n'est pas uniquement un ensemble de phénomènes exogènes auxquels les agents doivent s'adapter, mais ces derniers peuvent aussi contribuer à le façonnier, voire inventer de nouveaux modes de coordination externe avec les autres acteurs économiques.

Les sciences de gestion ne peuvent aborder leur sujet et poursuivre leur finalité sans une certaine vision de ce qu'est une organisation. Cette vision s'est construite en utilisant les apports d'autres disciplines des sciences sociales et humaines, notamment les différentes branches de la sociologie, de la psychologie et de la psychosociologie, ainsi que les sciences politiques. Cependant, la recherche en gestion se démarque de ces autres disciplines par le souci de toujours mettre en relation l'analyse d'un fonctionnement organisationnel avec l'atteinte d'un niveau de performance donné.

En matière d'analyse du phénomène organisation, les gestionnaires s'accordent sur un certain nombre de points. Tout d'abord, celui qui consiste à considérer les organisations comme des coalitions d'acteurs internes et externes, en sachant que

la délimitation des frontières d'une organisation ne va pas de soi. La compréhension du fonctionnement des organisations et des conditions de leur efficacité passe alors nécessairement par celle des logiques de ces acteurs multiples, d'où une large place prise par les approches comportementales, quel que soit le type d'acteurs considérés (les dirigeants des organisations, les personnels, les consommateurs des produits des organisations, les concurrents, les acteurs financiers, les acteurs institutionnels, etc.), et le fort souci d'élucider des rationalités procédurales. Si l'existence de comportements stratégiques s'apparentant au calcul rationnel de la théorie standard est avérée, la recherche en gestion fait une large place à d'autres explications. Le concept de rationalité limitée, un des concepts fondateurs des sciences de gestion, a introduit très tôt dans la théorie des organisations, l'analyse de la dimension cognitive des comportements individuels en l'examinant à la fois d'un point de vue substantiel – quelle est la nature des processus cognitifs à l'œuvre chez l'homme ? – et contextuel – comment les dispositifs de gestion d'une organisation conditionnent ces processus. De la sociologie, les sciences de gestion ont retenu que l'individu est un être social, se référant en tant que tel à des normes qui peuvent structurer profondément son comportement. Les gestionnaires accordent également une grande importance aux aspects relationnels du fonctionnement des organisations. Les activités de ces dernières, leurs objectifs, leurs modes d'action, sont autant d'éléments qui ne constituent pas des données s'imposant à l'évidence mais se construisent dans un contexte d'intersubjectivité largement responsable de la complexité même de l'objet d'étude des sciences de gestion. Enfin, pour l'essentiel, les organisations sont saisies dans leur essence systémique et comme composantes, à la fois autonomes et contraintes, de systèmes plus larges (des secteurs d'activité, des sociétés, etc.). La compréhension de leur fonctionnement ne se conçoit donc pas sans croisement de plusieurs niveaux d'analyse (l'individu, les groupes primaires, l'organisation elle-même, le secteur, la société).

1. 2 DES SPÉCIFICITÉS MAINTENUES

Les sciences de gestion se sont développées sur la base d'une structuration en champs spécialisés, renvoyant aux catégories de ressources mobilisées par l'entreprise ou aux composantes d'une organisation traditionnelle de cette dernière (gestion des ressources humaines, gestion financière, marketing, comptabilité/contrôle, gestion de production, gestion stratégique, etc.).

Cette structuration, bien établie, n'est pas pour autant figée. C'est ainsi, par exemple, que l'on observe au cours des dernières années l'émergence d'un champ spécifique relatif aux systèmes d'information et qui se manifeste notamment par le développement d'associations thématiques et de revues spécialisées. Par ailleurs, le souci de la transversalité entre composantes des sciences de gestion semble un peu plus marqué aujourd'hui qu'auparavant.

La vitalité des recherches menées dans les différents domaines précités interdisant ici la recension exhaustive de leurs orientations et de leurs contenus, on se bornera à quelques remarques générales.

Force est tout d'abord de constater que bon nombre des recherches menées au sein des disciplines de sciences de gestion sont liées aux transformations du contexte de fonctionnement des organisations au cours des dernières années.

Il n'est guère utile de reprendre la présentation détaillée de ces transformations dont il est devenu banal de dire qu'elles contribuent à placer les organisations dans un contexte turbulent et les conduisent à chercher de nouveaux modes de conduite. On sait bien, par exemple, que sous la pression de la concurrence japonaise, les modes de gestion de la production dans l'industrie ont profondément changé dans le sens d'un raccourcissement des cycles de fabrication, grâce à l'introduction de méthodes de gestion en flux tendus et de gestion de la qualité et de la fiabilité en continu. Ce changement de rythme est concomitant d'une automatisation plus poussée des processus de fabrication. Les entreprises industrielles ont également

cherché à diminuer les temps de conception des produits nouveaux pour s'adapter rapidement à une segmentation plus importante des attentes des consommateurs. Les technologies de l'information ont aussi contribué à cette accélération des affaires. Celle-ci a eu un impact majeur sur les modes de coordination externe inter-entreprises. Outre les phénomènes de délocalisation provoqués par les différences de coûts de main-d'œuvre entre pays anciennement industrialisés et pays émergents, la gestion en flux tendus et le renouvellement rapide des gammes ont contribué à l'apparition de fonctionnements en réseaux d'entreprises, traduisant l'existence de comportements de coopération fondés sur des accords peu formalisés, dans un entre-deux entre les modèles traditionnels du marché et de la hiérarchie. Sur un autre plan, les vingt dernières années sont marquées par une contestation importante du rôle et des modes de fonctionnement traditionnels de l'État, se traduisant par une demande forte d'importation des modes de gestion du secteur marchand, sans pour autant que la question de leur adéquation au secteur public ne soit explorée complètement.

Ces transformations ouvrent de nombreux axes de recherche dans lesquels les gestionnaires sont déjà largement impliqués. On évoquera, sans prétendre à l'exhaustivité :

- la connaissance et la compréhension des nouveaux agencements stratégiques et organisationnels (par exemple la gestion des organisations à frontières floues, les logiques de gestion de projets) et l'analyse de leur efficacité spécifique dans un contexte de globalisation des économies et de concurrence des modèles d'organisation ;

- l'analyse des implications de ces modèles pour les différentes catégories d'acteurs concernés et notamment leurs incidences sur les termes des contrats incitations/contributions qui sous-tendent les relations entre acteurs et organisations ;

- les modalités de la conduite des changement organisationnels, notamment lorsqu'il s'agit de changements radicaux tels ceux auxquels ont et seront confrontées les grandes entreprises et la plupart des grandes organisations publiques ;

- la connaissance et la compréhension des modifications de comportements des acteurs extérieurs aux organisations, qu'ils fassent partie ou non de l'environnement immédiat de la tâche de ces dernières (consommateurs, acteurs publics, écologistes, etc.).

Ces différents champs de recherche sont traités par les gestionnaires conformément à ce qui fait la spécificité de leur démarche, à savoir notamment l'ouverture interdisciplinaire et le pluralisme des méthodes d'investigation. La première spécificité découle logiquement de l'objet même des sciences de gestion de la vision de l'organisation décrite précédemment. Elle vaut pour l'ensemble des composantes des sciences de gestion : même une discipline comme la finance, dont la racine principale est l'économie, emprunte notamment au droit, à la fiscalité, à la comptabilité et à la théorie des organisations. De même pour la seconde spécificité, qui s'explique par la focalisation des sciences de gestion sur l'analyse des comportements individuels dans un contexte organisé. La double finalité explicative et prescriptive des sciences de gestion expliquent en effet le pluralisme des méthodes utilisées, tant pour théoriser que pour expliquer empiriquement un phénomène. Par exemple, s'il est légitime d'utiliser la puissance du formalisme mathématique pour expliquer le fonctionnement d'un marché financier, en revanche seule une approche qualitative, entraînant l'observation directe d'une organisation, permet de comprendre comment les acteurs dans l'entreprise analysent ce marché et prennent des décisions à la fois sur la base d'une représentation formelle de ce marché, d'une théorie en action, et sur la base d'autres paramètres qui ne sont pas réductibles par ce formalisme.

1. 3 DES CONVERGENCES AVEC L'ÉCONOMIE

Certaines disciplines des sciences de gestion ont toujours entretenu des rapports étroits avec l'économie, en termes de paradigmes de référence et d'outils méthodologiques. À cet égard, le cas de la finance est tout à fait illustratif : bon nombre de travaux s'inscrivent dans la tradition classique de l'espérance d'utilité, et son développement a

largement reposé, jusqu'au milieu des années soixante-dix, sur les piliers du paradigme néoclassique. Dans cette discipline, de nouveaux progrès ont été accomplis dans la théorie de la prise de décision individuelle dynamique en avenir incertain. S'agissant de la décision d'investissement par exemple, les approches récentes ont pour objet de prendre en compte le cadre intertemporel lors du calcul du taux d'actualisation et d'utiliser ensuite les méthodes d'évaluation basées sur l'arbitrage. Les recherches sur les marchés financiers ont aussi fortement évolué grâce à un accès plus facile aux données. Elles essayent, en particulier de mieux comprendre l'impact instantané de telle ou telle opération financière sur le comportement des cours (microstructure de marché). Elles essayent aussi de mieux modéliser l'évolution des cours en utilisant des processus non linéaires et d'incorporer ces modélisations dans l'évaluation des actifs financiers. La question de la nature des décisions d'investissement et de financement a connu également un traitement évolutif, avec le développement d'une finance en quelque sorte organisationnelle abordant les problèmes non plus simplement en tant que jeu contre la nature, mais comme un jeu stratégique entre différents acteurs. Sur le plan théorique, le renouvellement de cette approche est dû au recours très fréquent à la théorie des jeux non coopératifs. Cette incursion instrumentale s'est trouvée renforcée par la possibilité de traiter de nombreux contextes stratégiques en présence d'asymétrie d'information, la théorie des contrats offrant de ce point de vue une grande diversité de configurations institutionnelles. Cette dernière a donné lieu à de nombreuses applications dans des domaines de l'économie aussi divers que ceux de la firme, de la concurrence imparfaite, de la réglementation, de l'économie du travail, de l'économie de l'environnement, etc. On peut également souligner le développement de recherches sur le "gouvernement" des entreprises, qui sont en même temps du ressort des juristes et des économistes.

L'assurance est un domaine connexe à celui de la finance. Les recherches les plus avancées s'organisent autour de deux grands thèmes. D'une part, la demande d'assurance des ménages ou des entreprises n'est pas très bien comprise, tant du point de vue théorique qu'empirique. D'autre part, l'assurance des très gros risques sociaux (nucléaire,

pollution, etc.), dont les montants dépassent les possibilités individuelles d'un assureur, pose de nouveaux problèmes d'organisation de "pools" d'assurance, auquel l'État peut s'associer.

L'ouverture interdisciplinaire des autres champs spécialisés de la gestion, justifiée par les motifs évoqués précédemment, conduit à leur distanciation plus grande vis-à-vis de l'économie. Théories des organisations, sociologie, psychologie du travail marquent ainsi davantage un champ comme celui de la gestion des ressources humaines. Ou bien encore, il est évident que les objets de recherche propres à une discipline comme le marketing (l'analyse du comportement du consommateur et celle des stratégies et variables d'action marketing) la conduit à s'appuyer largement sur des champs aussi divers que la psychologie cognitive, la géographie spatiale, la philosophie, les neurosciences, etc., ou à marquer un vif intérêt pour les applications des méthodes biomimétiques (réseaux de neurones, automates cellulaires).

Mais les rapprochements avec l'économie ne sont pas absents. Pour ne reprendre que les deux champs précités, c'est vrai en gestion des ressources humaines où l'on mobilise plus fréquemment l'économie du travail et des courants comme la théorie des jeux et la théorie des coûts de transaction. C'est vrai également pour le marketing quantitatif, où ces mêmes théories ainsi que celles du signal et des anticipations rationnelles sont de plus en plus utilisées, en même temps que se développent des recherches reposant sur les logiques de maximisation de l'utilité, d'allocation de ressources rares, d'externalités.

Enfin, il semble que s'ébauche à l'heure actuelle une convergence entre chercheurs en gestion et économistes de l'entreprise, les seconds cherchant de plus en plus à intégrer la dimension organisationnelle dans la théorie de la firme, en considérant les compétences de gestion comme une ressource essentielle pour expliquer les performances relatives des firmes, notamment leur capacité à s'adapter aux changements. Comme il a été dit, ces changements ont été très importants sur les vingt dernières années, au cours desquelles sont apparus des modes nouveaux de coordination interne et externe des organisations, tant privées

que publiques. De ce fait, l'analyse théorique de ces nouveaux modes de coordination et de la capacité d'adaptation des firmes est devenue un enjeu fort, tant pour les économistes que pour les chercheurs en gestion. Le contexte actuel est en effet suffisamment riche d'incertitudes et de transformations pour que l'économie et la gestion s'interrogent sur la validité des représentations qu'elles ont produites jusqu'à présent sur ces questions et pour qu'elles portent un regard particulier sur les modalités, faites notamment de flexibilisation de leurs frontières et d'aménagement des agencements internes, selon lesquelles les organisations développent des capacités d'adaptation.

Face à ces évolutions, les préoccupations des uns et des autres sont de reconsiderer les agencements qui conduisent à l'efficacité des groupes sociaux organisés et d'analyser les positionnements stratégiques et les dispositifs organisationnels qui produisent une performance supérieure ou, au moins, une performance durable. Dans cette orientation de recherche, gestionnaires et économistes sont de plus en plus amenés à mobiliser les mêmes cadres théoriques, sans que cela élimine les débats quant à leur portée et leur degré de validité.

2 - DU MARCHÉ CONCURRENTIEL À L'INTERDÉPENDANCE STRATÉGIQUE DES ACTEURS

Une caractéristique commune des recherches actuelles, quel que soit le domaine particulier de l'économie auquel elles s'appliquent, est la meilleure prise en compte des phénomènes d'interaction stratégique, d'organisation, voire de coopération, en particulier "hors marché". Deux développements corrélés ont exercé dans les années récentes une profonde influence sur l'évolution de la théorie économique. Le premier, sans doute le plus marquant, est la prise en compte systématique des imperfections de l'information, et notamment de son caractère asymétrique qui conduit à distin-

guer agents informés et agents non informés. Le second est le recours généralisé à la théorie des jeux non coopératifs statiques ou dynamiques qui permet de décrire et d'analyser des interactions temporelles entre agents non strictement contraints par des engagements a priori. C'est sur cette base que s'est développée la théorie des contrats et des incitations. Il convient enfin de remarquer que ces analyses renvoient à une interrogation plus fondamentale, qui est celle de la rationalité de la décision, champ dans lequel se sont développées des recherches très actives, particulièrement en avenir incertain. Enfin, d'autres développements théoriques de conception différente de celle de l'équilibre général ont porté sur le rôle des institutions, conventions, normes, règles et de l'histoire.

2. 1 USAGE STRATÉGIQUE DE L'INFORMATION

L'usage stratégique de l'information joue un rôle, souvent de première importance, dans de très nombreux domaines de l'économie, qu'il s'agisse des relations entre vendeurs et acheteurs, État et entreprises publiques, employeurs et employés, actionnaires et dirigeants d'entreprise. Un des exemples les plus féconds de cette approche est celui de la théorie de l'agence, appliquée dans des domaines aussi divers que l'économie de l'entreprise, l'économie du travail ou l'économie industrielle, entre autres.

Dans tous ces domaines, l'analyse micro-économique traditionnelle, en négligeant les problèmes d'information, laissait échapper des phénomènes essentiels.

En effet, la possibilité qu'ont les agents de dissimuler ou de manipuler des informations n'est plus maintenant perçue comme un effet pervers marginal dont il est impossible d'apprécier objectivement les conséquences, mais, bien au contraire, comme un phénomène essentiel qui doit conduire à concevoir des mécanismes de contrôle adaptés.

Un domaine d'élection de ces nouveaux développements est l'économie industrielle qui a connu au cours des quinze dernières années des

changements considérables. Ont été modélisés dans ce cadre, par exemple, les relations entre consommateurs et entreprises, les choix de qualité, de norme, ou d'organisation interne. Du point de vue théorique, cette approche a été renouvelée depuis quelques années par des descriptions plus approfondies des difficultés d'écriture des contrats, liées en particulier à leur incomplétude. Cette méthodologie permet une description institutionnelle fine de nombreux phénomènes et est appliquée à l'étude de l'intégration verticale, de la R & D, de la structure financière des entreprises ou des entreprises publiques.

Ces nouveaux développements trouvent également d'autres domaines d'application, tels que l'économie publique : l'intervention de l'État peut contribuer à corriger les échecs du marché, mais elle est elle-même soumise à ses propres causes de manipulation et d'échec. Le rôle de l'État vis-à-vis des entreprises tant publiques que privées est donc maintenant vu sous un autre jour.

Citons enfin les recherches récentes en économie du travail. Les problèmes d'information quant à la qualification initiale d'un travailleur ou à l'effort réel qu'il fournira, dans la théorie du salaire d'efficience, conduisent à un renouvellement de l'analyse des disparités de salaire ou de celle du chômage. Il en va de même des approches dans lesquelles apparaissent séparément ou simultanément, comme dans les modèles d'appariement, des imperfections de l'information relatives aux caractéristiques des individus et à celles des divers emplois. Cette introduction de l'hétérogénéité des deux côtés du marché du travail, de par son plus grand réalisme, permet de déboucher actuellement sur de nombreuses recherches empiriques, en particulier par l'utilisation de modèles de durée.

2. 2 JEUX ET INSTITUTIONS

Parmi les recherches qui viennent d'être décrites, en particulier en ce qui concerne l'analyse des contrats, beaucoup s'appuient sur les développements récents de la théorie des jeux. Notons d'abord l'élargissement de l'utilisation de l'outil aux domaines les plus divers de l'économie, comme par

exemple l'économie démographique, avec l'analyse de la prise de décision dans le ménage, qui conduit à un renouvellement de la théorie de la consommation.

Le recours généralisé à la théorie des jeux dynamiques en information imparfaite fournit, par ailleurs, un langage général pour l'étude de nombreuses situations, telles, par exemple, que les marchés oligopolistiques ou les stratégies d'entreprise en économie industrielle. Cependant, cet outil est suffisamment général pour dépasser le cadre de l'analyse micro-économique. Les analystes des politiques monétaires ont senti depuis longtemps l'importance pour le succès de ces politiques, de la réputation et de la crédibilité des politiques monétaires. Le jeu entre les agents privés et les autorités monétaires met en lumière le rôle des croyances.

Notons cependant que, si les modèles fondés sur la théorie des jeux permettent d'affiner l'intuition des analystes, ils semblent systématiquement buter sur des difficultés quand il s'agit de prédire un résultat spécifique car les modèles engendrent souvent une multiplicité d'équilibres. Il s'agit cependant d'un champ dans lequel le développement de l'expérimentation, on peut citer l'exemple des enchères, offre des possibilités de validation nouvelles (cf. ci-dessous). Le recours aux "points focaux" fournit également une piste pour la sélection des équilibres.

Par ailleurs, les recherches dans le domaine des jeux répétés illustrent particulièrement bien la tendance des analyses économiques récentes à rendre compte des interactions et des coordinations non marchandes susceptibles de faire émerger de la coopération entre les acteurs. Plus généralement, un processus de type évolutionniste ⁽²⁾ peut faire émerger un "ordre spontané", c'est-à-dire des règles ou des institutions. La théorie des jeux évolutionniste permet de prendre en compte les situations "hors équilibre" (phase transitoire) en envisageant à la place de l'équilibre des issues évolutionnistes stables. La littérature consacrée aux mécanismes de diffusion des innovations technologiques constitue un champ d'application privilégié.

Les institutions, les organisations, sont au centre de la théorie des conventions. L'une des

caractéristiques de cette approche est de souligner l'importance des modalités concrètes de prise de décision par les agents. La notion d'organisation, dans cette optique, est reliée à l'analyse des coûts de transaction, puis à celle des compétences. Son fonctionnement repose sur une forme de rationalité limitée.

Une voie parallèle, qui n'est cependant pas sans affinités avec la précédente, cherche à expliquer l'émergence de la résultante des comportements d'un ensemble d'agents économiques hétérogènes à partir d'une représentation auto-organisationnelle de leurs interactions. Un candidat naturel à ce type de modélisation s'inscrit dans l'analyse des systèmes complexes interactifs. Cette analyse met en évidence le rôle de l'ergodicité comme condition devant être vérifiée pour pouvoir utiliser des comportements moyens et établir des équations déterministes. Certaines de ces modélisations fournissent une explication de situations d'auto-réalisation, telles que les bulles spéculatives, qui sont également étudiées par des modèles plus conventionnels, reposant notamment sur l'hypothèse de l'existence d'un agent représentatif.

Par ailleurs, un certain nombre de courants alternatifs ont clairement cherché à amender les termes de la relation rationalité-équilibre. L'essentiel de la critique sur la nature de l'articulation rationalité-équilibre porte sur l'écart, jugé trop important, entre les modalités concrètes auxquelles les agents ont recours et le contenu des hypothèses qui fondent la rationalité forte. Une première voie consiste à proposer une modélisation de la rationalité limitée comme le suggèrent des travaux récents de théorie des jeux et de sciences cognitives. Cependant, l'approche la plus souvent retenue envisage la rationalité individuelle encadrée par un dispositif dont la spécification précise dépend des différentes écoles :

- Tout d'abord, le décideur voit son champ des possibles limité en fonction du passé de manière telle qu'une partie de son libre arbitre est contraint par un dispositif "dépendant du passé".

- Ensuite, chaque agent n'est censé pouvoir s'exprimer et agir que par rapport à un cadre commun, réputé reconnu de tous. Ce dispositif conven-

tionnel est le produit de l'histoire des interactions individuelles, autant qu'il les constraint.

- Enfin, sur un plan plus macro-économique, la théorie de la régulation (approche historico-institutionnelle) met en évidence un dispositif institutionnel qui assure directement la coordination des plans individuels des agents. L'étude du changement structurel, au sens de l'étude de la substitution des nouvelles institutions aux anciennes, constitue dès lors le cœur de cette approche qui concerne la longue période.

2. 3 RATIONALITÉ DE LA DÉCISION

Le programme de recherche centré sur la rationalité procédurale s'est également poursuivi dans d'autres directions et conduit à des interactions avec les domaines d'application de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, la théorie de la décision en présence d'incertitude continue à être un sujet de recherche actif. Dans la tradition classique de l'espérance d'utilité, on s'attache aux conséquences de la présence de plusieurs sources d'incertitude, ainsi qu'au changement dans les comportements dans des circonstances risquées au cours du cycle de vie.

De nombreux auteurs essaient également de revenir sur les fondements de la théorie de la décision en présence d'incertain. La théorie classique de l'espérance d'utilité, quoique très séduisante sur le plan normatif, n'explique pas un certain nombre de comportements. Les grands paradoxes classiques, tels ceux d'Allais et d'Ellsberg, soumis à des tests rigoureux en laboratoires se sont prouvés être robustes, et une grande variété d'autres paradoxes ont pu être mis en évidence. De nombreux jeux d'axiomes alternatifs ont été étudiés. Chacun d'entre eux permet de résoudre certains paradoxes, mais aucun ne semble pouvoir rendre compte de l'ensemble des comportements observés. Par ailleurs, en dehors de certaines situations de laboratoire, ils ne semblent pas encore avoir éclairé des phénomènes économiques de façon beaucoup plus convaincante que la théorie de l'utilité espérée, mais il s'agit d'un courant de recherche prometteur.

Les aspects dynamiques de ces renouvellements sont particulièrement importants, en particulier autour de la question de la "cohérence dynamique".

On doit signaler enfin les recherches menées dans le domaine des mécanismes de décision collective. L'étude des mécanismes de décision collective comprend trois traditions. La tradition la plus active est héritière de la théorie des choix sociaux et a su s'affranchir des théorèmes d'impossibilité des procédures applicables à des problèmes concrets. Un champ de réflexion s'est également développé, à la frontière de la philosophie et de l'économie, qui approfondit les relations entre décision collective, organisation sociale et justice. Le deuxième courant, aux racines anciennes, se rattache à la théorie des mécanismes à stratégie dominante et à la théorie des mécanismes bayésiens. Il a plutôt une vocation technique que conceptuelle. Enfin, la troisième voie explore les dispositifs cognitifs collectifs et les interactions stratégiques des individus, à travers notamment les concepts de connaissance commune, de routines et de "savoirs tacites". Ceux-ci débouchent sur les notions de règles et de conventions, qui désignent les dispositifs cognitifs collectifs nécessaires aux agents pour se coordonner. Ainsi, un champ de réflexion s'est également développé, à la frontière de la philosophie et de l'économie, qui approfondit les relations entre décision collective, organisation sociale et justice.

3 - DÉFAILLANCES DE MARCHÉ ET DYNAMIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

3. 1 L'INFLEXION DE LA THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL

Un premier coup d'œil sur les recherches menées en théorie de l'équilibre général au cours de la dernière décennie pourrait suggérer une

simple poursuite des objectifs traditionnels de l'économie mathématique, visant à affaiblir ou à généraliser les hypothèses du modèle ou encore à mieux caractériser la structure de l'ensemble des équilibres. La prise en considération de non-convexités, particulièrement celles qui résultent de la présence de rendements d'échelle croissants, ou l'extension du modèle au cas où les espaces de biens et d'agents sont de dimension infinie, relèvent d'une telle démarche. La portée économique de tels travaux n'est pas toujours immédiatement perceptible au profane, mais fournit un cadre très général pouvant recouvrir des modèles plus spécifiques utilisés notamment en macro-économie, comme par exemple les modèles intertemporels à horizon infini.

En réalité, ces extensions introduisent déjà des modifications significatives dans les résultats attachés au modèle de base. Ainsi, les économies à générations imbriquées, caractérisées par une double infinité des espaces de biens et d'agents, peuvent présenter des équilibres concurrentiels inefficaces et génériquement indéterminés. D'autres extensions, plus substantielles encore, comme la prise en considération des situations où tous les marchés ne sont pas organisés, conduisent à la même remise en question des résultats fondamentaux. Malgré l'hypothèse d'anticipations rationnelles, la coordination assurée par un système incomplet de marchés concurrentiels se révèle insuffisante : en effet, les équilibres sont alors génériquement inefficaces ; en plus, la structure financière de l'économie n'est pas neutre, la présence d'actifs monétaires conduit à l'indétermination de l'équilibre, et l'unanimité des actionnaires à propos de l'objectif de l'entreprise est rompue.

Si la théorie de l'équilibre général en incomplétude des marchés reste très abstraite, elle constitue néanmoins un cadre naturel pour l'étude des problèmes intertemporels, avec des prolongements évidents en finance, plus précisément dans l'analyse des marchés financiers ; elle offre peut-être aussi une base appropriée pour l'étude des phénomènes monétaires. Une de ses faiblesses est cependant de ne pas fournir jusqu'à présent d'explication précise au fait que certains marchés ne sont pas organisés, à part une référence vague à l'existence de coûts de transaction.

Bien d'autres pistes de recherche sont activement explorées, parmi lesquelles se trouvent posées les questions d'asymétrie de l'information d'une part et de concurrence imparfaite d'autre part. Si certains de ses travaux s'inscrivent plutôt dans une démarche d'équilibre partiel, en tout cas en ce que les agents eux-mêmes négligent une grande part des interdépendances propres à l'équilibre général – mais n'est-ce pas là une caractéristique de la concurrence parfaite ? –, c'est bien ce dernier qui est visé en dernière analyse. La tâche qui consiste à construire même un simple cadre conceptuel satisfaisant d'équilibre général avec concurrence imparfaite, ou encore d'équilibre général avec contrats, est loin d'être achevée au niveau de généralité auquel prétend traditionnellement la théorie de l'équilibre général. Mais cela n'empêche pas des retombées fructueuses de telles recherches sur d'autres terrains, comme celui de la théorie macro-économique, où des modèles relativement simples d'équilibre général avec concurrence imparfaite sont couramment utilisés.

L'ensemble de ces extensions du modèle original a profondément modifié la vision d'une économie où un équilibre robuste et assurant un résultat efficace tendrait à s'imposer. Si dans un premier temps, il y a déjà plus d'une vingtaine d'années, les économistes, et notamment les économistes français, ont mis en évidence les conséquences de la lenteur des ajustements de prix dans le cadre d'une "théorie du déséquilibre" – en fait, d'une théorie de l'équilibre général avec des rigidités de prix et les rationnements qui en découlent –, l'accent est plutôt mis, dans les recherches plus récentes, sur le caractère très souvent insatisfaisant des équilibres réalisés, malgré une parfaite flexibilité des prix et une parfaite rationalité des anticipations et, bien entendu, des comportements qui y sont associés.

Relevons cependant, pour terminer, le développement de travaux faisant apparaître les caractéristiques structurelles d'une économie qui assurent de bonnes propriétés de l'équilibre général, en particulier son unicité ou sa stabilité, comme le résultat de l'agrégation des caractéristiques individuelles, convenablement distribuées, d'agents hétérogènes et non nécessairement rationnels.

3. 2 DYNAMIQUE DES FLUCTUATIONS ET DE LA CROISSANCE

En abordant le passage de l'équilibre général à l'équilibre macro-économique, il convient d'évoquer l'importance prise dans ce contexte par l'hypothèse d'anticipations rationnelles. L'équilibre intertemporel avec anticipations rationnelles représente en quelque sorte le point d'aboutissement logique de l'approche d'équilibre général en ce qu'il soumet les anticipations des agents au même mécanisme de coordination et d'équilibrage que les autres variables économiques. Présent dans beaucoup de domaines de l'analyse économique, il a cependant constitué au départ la référence centrale pour la macro-économie des Nouveaux Classiques, qui s'est d'abord définie par opposition aux modèles macro-dynamiques, d'inspiration keynésienne ou monétariste, qui faisaient appel à des processus adaptatifs de révision d'anticipations incorrectes. Les modèles des Nouveaux Classiques, au contraire, se placent d'emblée dans le cadre de l'équilibre général, des plans des agents mais aussi de leurs anticipations.

Plus généralement, beaucoup de développements d'un tel courant reviennent à expliciter les propriétés de modèles d'équilibre général convenablement spécifiés. Tel est également le programme de recherche des théoriciens des cycles réels, dont le point de départ est simplement l'étude approfondie d'un modèle de croissance stochastique. La coïncidence de l'équilibre concurrentiel et de l'optimum sert alors, d'un point de vue technique, à faciliter la résolution du modèle. Mais elle a bien sûr une signification plus large et plus profonde, puisqu'elle résume la vision "classique" d'un monde où un équilibre se réalise en permanence et où cet équilibre est efficace, de sorte que les politiques macro-économiques sont inutiles. C'est là qu'il faut cependant se garder d'une vision trop schématique et figée des courants de pensée. De nombreux travaux, notamment en France, empruntent en effet la même démarche théorique, mais s'attachent à introduire des défauts d'ajustement ou des comportements non concurrentiels, voire, un peu paradoxalement, la monnaie dans des modèles de type "cycles réels", dont les propriétés deviennent alors très différentes et se mettent à présenter

certaines caractéristiques attribuées en général aux seuls modèles "keynésiens".

Une autre classe de modèles d'équilibre général intertemporel, faisant également intervenir l'hypothèse d'anticipations rationnelles, a pris une très grande importance dans la théorie macro-économique contemporaine. Il s'agit des modèles à générations imbriquées. Ils ont été beaucoup utilisés par des auteurs français, notamment pour développer la théorie des fluctuations endogènes, reposant soit sur des cycles déterministes, soit sur des équilibres stochastiques, les équilibres dits à "taches solaires". On relèvera que, par un curieux renversement, des modèles à anticipations rationnelles, tirant leur origine d'une vision classique du monde, font apparaître des possibilités radicales d'indétermination et peuvent alors être utilisés pour retrouver et développer des intuitions keynésiennes sur l'influence des "esprits animaux" ou sur la tendance des "prophéties" à créer les conditions de leur propre réalisation. On soulignera également que ces travaux s'inscrivent dans un mouvement général d'intérêt pour les systèmes dynamiques non linéaires, qui est parti des sciences physiques et auquel la notion de chaos a assuré une large notoriété. Notons enfin que des résultats similaires sur l'existence de fluctuations endogènes, déterministes ou stochastiques, ont été obtenus dans des modèles intertemporels n'ayant pas la structure de modèles à générations, notamment en présence de concurrence imparfaite, de coûts d'ajustement ou de sources diverses d'externalités. Ces recherches se réclament souvent de la pensée keynésienne, même si ce sont les phénomènes décrits, plus que leurs déterminants, qui autorisent une telle référence.

Une question complémentaire se pose à propos du processus de formation des anticipations : comment les agents apprennent-ils le vrai modèle de l'économie, et un processus d'apprentissage susceptible de converger vers un équilibre à anticipations rationnelles peut-il être exhibé ? Une telle question, qui concerne déjà une dynamique du déséquilibre, est l'objet de recherches en nombre croissant.

De manière plus large, la référence à une approche en termes d'équilibre général oriente aujourd'hui les développements que l'on peut observer dans de nombreux champs. Cette

approche prend également une forme opérationnelle. L'élaboration de modèles d'équilibre général calculable est maintenant une pratique courante en économie appliquée où elle sert notamment à évaluer les effets des politiques publiques. On peut prévoir une extension de leur champ d'utilisation, la simulation numérique de modèles apparaissant de plus en plus comme une méthode intermédiaire entre l'analyse théorique et la modélisation économétrique.

Il faut évoquer un programme de recherche très actif ces dernières années, également développé à partir de modèles d'équilibre intertemporel et faisant appel à l'analyse des systèmes dynamiques. Il s'agit de la théorie de la croissance endogène, qui a en partie repris la problématique de la croissance, abordée surtout dans les années cinquante et soixante et provisoirement abandonnée, pour lui adjoindre une analyse des comportements conduisant au progrès technique. Un premier groupe de travaux cherche le moteur de la croissance dans le phénomène d'apprentissage par la pratique (*learning by doing*) qui opère à l'intérieur de l'entreprise. Une deuxième voie privilégie l'accumulation de capital humain au sein du système éducatif. Si, dans la démarche précédente, l'accumulation des connaissances n'est qu'un sous-produit automatique de la production, elle résulte cette fois-ci de conduites volontaires. Enfin, une troisième voie de recherche plus récente définit le niveau technologique comme un stock d'innovations, produit d'une activité de Recherche & Développement décidée par les entreprises et menée en leur sein. Un pas de plus est ainsi franchi dans la voie qui se propose d'asseoir les modèles macro-économiques sur des fondements micro-économiques solides, et un pont est par ailleurs jeté entre l'analyse macro-économique et l'économie industrielle, même si la théorie de la croissance endogène peut également être envisagée comme la poursuite, sur un autre versant, du programme de dynamique macro-économique, en particulier non linéaire, entamé ces dernières années avec la théorie des fluctuations endogènes.

Un autre exemple concerne les théories de la croissance et du développement. Elles sont restées longtemps séparées, les premières très formelles et réservées aux pays développés, les secondes

attentives aux caractéristiques historiques et institutionnelles, mais utilisant fort peu les outils d'analyse micro-économique ou macro-économique. L'une des ambitions des nouvelles théories de la croissance est bien de rapprocher ces deux traditions en développant des explications du changement structurel, qu'elles soient ancrées dans les analyses des comportements individuels des agents et/ou qu'elles découlent de mécanismes endogènes de nature directement macro-économique.

Enfin, une dernière illustration possible a trait à l'approche du changement technologique. Dans les représentations traditionnelles, l'innovation technique consistait, pour l'entreprise, à recourir à un stock donné de savoir pour introduire de nouveaux produits ou de nouvelles techniques. Aujourd'hui, en accord avec les observations économiques relatives au progrès technique, la technologie apparaît comme un savoir spécifique n'impliquant pas seulement un ensemble d'informations socialement disponibles, mais aussi des capacités associées aux savoir-faire privés des agents économiques.

développement. On a d'une part l'opposition traditionnelle entre la théorie statistique mathématique qui donne le domaine "méthodes statistiques de l'économétrie", et d'autre part, l'économétrie appliquée qui utilise ces méthodes pour répondre à des questions posées par la théorie économique. Le dynamisme de ce duopole est soumis à un autre facteur spécifique qui est le développement des outils et matériels informatiques et l'accessibilité de nouvelles bases de données. Les variations dans l'équilibre du duopole pourront donner soit une approche économétrique très empirique où ce sont finalement les données qui commandent, soit une approche plus structurelle où l'on cherche avant tout à estimer un modèle théorique.

- Concernant les méthodes statistiques de l'économétrie, l'approche bayésienne a connu un certain renouveau qui tient premièrement à une approche différente des tests de racine unitaire, et deuxièmement au développement de méthodes d'évaluation des *a posteriori* avec en particulier l'échantillonnage de Gibbs. Il est maintenant possible d'évaluer l'*a posteriori* de modèles relativement complexes, en particulier celle des modèles non linéaires des séries temporelles où les problèmes de non différentiabilité rendent l'approche classique périlleuse. L'approche classique a connu des développements récents et multiples. Elle reste l'approche dominante. Les méthodes semi- et non-paramétriques permettent de faire des hypothèses moins fortes sur la loi de distribution des observations, mais nécessitent l'utilisation de très gros échantillons. Elles permettent d'expliquer la dépendance entre deux variables de manière non linéaire au moyen de méthodes de lissage par noyau. L'utilisation de méthodes de simulation à l'intérieur même des procédures d'inférence permet d'estimer et de tester des modèles réputés jusqu'à présent trop complexes. Ces méthodes permettent en particulier d'aborder les modèles dynamiques à variables latentes dont la vraisemblance fait intervenir l'évaluation d'une intégrale dont la dimension est égale à celle de l'échantillon. Enfin, l'analyse non linéaire des séries temporelles permet de traiter l'apparition et l'explication d'événements rares par la présence de cycles asymétriques à la dynamique complexe, en introduisant la possibilité de changements endogènes de régime et l'étude des modèles de "déséquilibre".

4 - DES DÉVELOPPEMENTS DE LA MÉTHODOLOGIE DE VALIDATION

Trois approches de validation empirique des théories économiques par la confrontation avec les faits se dégagent : l'économétrie, les simulations et l'expérimentation. Toutes trois connaissent des développements contemporains très conséquents, bien qu'elles s'adressent à des domaines différents et avec cependant des pratiques plus ou moins anciennes.

4. 1 L'ÉCONOMÉTRIE

L'économétrie se situant à l'interface entre la théorie économique et l'observation statistique est soumise à plusieurs influences qui expliquent son

• La modélisation économétrique alterne depuis toujours entre deux pôles. L'analyse des séries temporelles non linéaires est devenue le domaine récent où l'on peut le mieux analyser l'interaction entre une approche purement empirique où l'on s'intéresse par exemple à expliquer les asymétries dans le cycle conjoncturel au moyen d'un modèle ad hoc, et une approche hypothético-déductive fondée sur la construction d'un modèle théorique structurel qui puisse engendrer des cycles asymétriques et que l'on cherchera ensuite à tester sur des données réelles. La macro-économie génère des questions de politique économique pour lesquelles deux approches également s'opposent. La construction, l'estimation et la simulation de grands modèles basés sur une théorie économique généralement keynésienne, mais incluant parfois les aspects les plus récents des fondements micro-économiques, a plutôt tendance à laisser la place à la construction de modèles de taille réduite, utilisant des techniques statistiques plus sophistiquées. À l'inverse de cette approche, les modèles VAR – et maintenant les modèles VAR cointégrés – préfèrent l'utilisation de formes réduites qui ignorent les restrictions d'identification que pourrait engendrer une théorie économique particulière. Le modèle économétrique est alors vu comme une boîte noire dont on tire des réponses par rapport à un choc impulsionnel sur une variable. Cette dualité d'approche est paradoxalement moins forte dans le développement récent de l'économétrie des données individuelles qui doit son essor aux problèmes théoriques posés par la théorie du job search, de l'appariement, la théorie de la consommation et du cycle de vie. Le traitement de ces modèles pose des problèmes spécifiques liés à la troncation des observations, au mélange de la dimension temporelle et individuelle (données de panel). Enfin, la finance a commencé par générer des recherches purement statistiques pour expliquer la volatilité des séries financières au moyen de deux modèles principaux : les modèles ARCH et leurs dérivés qui sont faciles à estimer, mais comportent des restrictions, et les modèles à volatilité stochastique, beaucoup plus généraux, mais très difficiles à estimer. Le résultat de ces recherches a ensuite été utilisé pour tester l'hypothèse d'efficience des marchés, pour essayer de valider empiriquement des formules d'évaluation d'actifs ou d'options.

4. 2 LES SIMULATIONS

La simulation apparaît de plus en plus comme une méthode intermédiaire entre l'analyse théorique et la modélisation économétrique. Les modèles d'équilibre général calculables apparaissent comme une alternative crédible aux modèles économétriques quand les observations statistiques manquent ou sont de mauvaise qualité. Reposant sur une description très fine des comportements individuels et des institutions, ils permettent de répondre à des questions de politique économique et, en particulier, de taxation. Mais ils rendent mal compte de la dynamique des phénomènes à l'inverse des modèles économétriques.

4. 3 L'EXPÉRIMENTATION

L'économie expérimentale (en émergence en France) peut se définir comme une activité de création, contrôlée par le chercheur, de situations économiques réelles impliquant des agents économiques réels, de façon à pouvoir tester des comportements dans des contextes bien identifiés et reproductibles. Elle permet ainsi de valider ou de préciser le domaine de pertinence d'une théorie, mais aussi de faire apparaître des régularités empiriques, susceptibles de produire des hypothèses donnant lieu à une modélisation. Le champ de développement de ce type d'instrument concerne pour l'essentiel les théories de la décision, des jeux, des enchères et des marchés concurrentiels.

CONCLUSION

L'extrême diversité des objets d'analyse qui font l'objet de recherches en économie et en gestion peut laisser penser que leur spécificité reste faible. Cependant il est aisément d'informer cette assertion en considérant par exemple la spécificité européenne de nombre de ces objets d'étude. Ainsi en va-t-il des problèmes liés à la construction de l'union monétaire, à la convergence des économies,

à la transition des économies de l'est. À l'intérieur de chaque pays européen, le rôle des services publics, le mode de fixation des salaires, les régulations institutionnelles font que certains corpus théoriques sont devenus spécifiquement européens et demeurent négligés ailleurs. Il suffit de considérer, parmi d'autres, certaines nouvelles théories du marché du travail ou la théorie de la régulation.

Est-ce que pour autant cela permet de conclure que la dimension européenne de certains

objets de recherche implique une spécificité du même ordre sur le plan des développements théoriques ? On peut apporter à cette question une réponse négative, dans la mesure où le développement récent des instruments de modélisation et de validation tend à féconder l'ensemble des champs de recherche, dont les frontières apparaissent de moins en moins étanches.

Notes

(1) Ce document reprend en grande partie la note de conjoncture de septembre 1995 rédigée par R. Arena, A. d'Autume, J. Cremer et J.-P. Nioche sous l'initiative de P. Petit, président de la section 37 de la mandature précédente. Il en est de même concernant le rapport sur "Sciences cognitives & sciences économiques et de gestion" de B. Munier et A. Orléan, réalisé à l'initiative de la section 37 sous la mandature 1991-1995. Bien que la section 37 soit seule responsable des propos tenus dans ce document, le Comité national remercie ces rédacteurs extérieurs pour leur aide précieuse.

(2) Rappelons que le terme évolutionniste fait référence à tout processus basé sur une quelconque règle d'évolution, alors que le qualificatif évolutionnaire réfère aux processus d'évolution reposant sur une loi de sélection naturelle darwinienne.